## BULLETIN OFFICIEL DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE

# Arrêté du 29 juillet 2013 portant désignation des membres du jury de l'examen d'aptitude à la profession d'avocat au Conseil d'État et à la Cour de cassation NOR : JUSC1319448A

La garde des sceaux, ministre de la justice,

Vu le décret n° 91-1125 du 28 octobre 1991 relatif aux conditions d'accès à la profession d'avocat au Conseil d'Etat et à la Cour de cassation, notamment son article 18;

Vu la proposition du Conseil de l'Ordre des avocats au Conseil d'Etat et à la Cour de cassation en date du 17 avril 2013 ;

Vu la proposition du premier président de la Cour de cassation en date du 28 mai 2013 ;

Vu la proposition du ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche en date du 24 juin 2013 ;

Vu la proposition du vice-président du Conseil d'Etat en date du 17 juillet 2013 ;

### ARRÊTE:

#### Article 1

La composition du jury de l'examen d'aptitude à la profession d'avocat au Conseil d'Etat et à la Cour de cassation est fixée ainsi qu'il suit :

#### 1- Membres titulaires

- M. Edmond HONORAT, conseiller d'Etat,
- Mme Martine RACT-MADOUX, conseiller à la Cour de cassation,
- M. Laurent LEVENEUR, professeur à l'université Paris II,
- M. Gilles THOUVENIN, avocat au Conseil d'Etat et à la Cour de cassation,
- M. Bruno ODENT, avocat au Conseil d'Etat et à la Cour de cassation,
- Mme Claude OHL, avocat au Conseil d'Etat et à la Cour de cassation,

## 2 - Membres suppléants

- M. Rémy SCHWARTZ, conseiller d'Etat,
- M. Christophe SOULARD, conseiller à la Cour de cassation,
- M. Loïc CADIET, professeur à l'université Paris I,
- M. Arnaud de CHAISEMARTIN, avocat au Conseil d'Etat et à la Cour de cassation,
- M. Frédéric BLANCPAIN, avocat au Conseil d'Etat et à la Cour de cassation,
- M. Denis GARREAU, avocat au Conseil d'Etat et à la Cour de cassation.

# BULLETIN OFFICIEL DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE

# **Article 2**

La directrice des affaires civiles et du sceau est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de la justice.

Fait le 29 juillet 2013.

Pour la ministre et par délégation : La directrice des affaires civiles et du sceau,

**Carole CHAMPALAUNE**